



Chronique réalisée par Luc de l'Arbre

Samedi 16 mai.

Beni: la société civile décrète le boycott des taxes. Les coordinations des sociétés civiles de Beni ont momentanément suspendu la série des journées ville-morte décrétée depuis cinq jours. Dans une déclaration conjointe faite vendredi 15 mai devant la presse, ces structures citoyennes parlent d'une décision prise pour des raisons humanitaires. Elles annoncent en revanche la suspension de paiement des taxes par la population locale, jusqu'à la fin de l'insécurité dans la zone.

Recherché pour viol, l'administrateur de Rungu disparaît avec un véhicule officiel. L'administrateur du territoire de Rungu dans le district du Haut-Uélé (Province Orientale), Seguin Urombi, est recherché depuis environ deux semaines. Selon un message phonique officiel du gouvernement provincial parvenu à Bunia vendredi 15 mai, il est poursuivi pour viol sur une fille mineure et détournement du véhicule officiel du territoire de Rungu.

Sud-Kivu: affrontements entre FARDC et Raïa Mutomboki à Shabunda. Les Raïa Mutomboki commandé par un certain Clément de la faction Kabazimya ont pris possession du beach Lugulu tôt ce samedi 16 mai matin. D'autres localités du territoire de Shabunda sont encerclées par les miliciens, accusés de violences sexuelles sur plusieurs femmes dans la région.

Affaire Filimbi: Fred Baumba comparait devant le tribunal de Ngaliema. Le collectif des avocats de l'activiste Fred Baumba plaide pour que le dossier de son client soit classé sans suite par les juges, estimant qu'il n'y a pas d'indices de culpabilité. Le militant du mouvement Lutte pour le changement (Lucha) a comparu vendredi 15 mai devant le tribunal de paix de Ngaliema. Il est poursuivi, avec un webmaster, pour attentat à la vie du chef de l'Etat, complot et trahison. Arrêté le 15 janvier avec d'autres activistes de la démocratie qui ont été libérés, Fred Baumba et Yves Makwambala, concepteur du site du mouvement Filimbi (sifflet), comparaissent depuis près de deux semaines. Le premier est entendu devant le tribunal de paix de Ngaliema et le second, devant celui de la Gombe siégeant à la prison centrale de Makala. Le ministère public les poursuit, sur base des éléments de faits transmis par les services de sécurité, à savoir: l'attentat à la vie du chef de l'Etat, complot et trahison. Mais leur avocat, Sylvain Lumu soutient qu'il n'y a pas d'indices de culpabilité pour tous les deux prévenus. Entre-temps, une demande de liberté provisoire a été introduite par les avocats de victimes ; sans succès. Les activistes congolais avaient été arrêtés le 15 mars dernier à Kinshasa avec les leaders des mouvements sénégalais Y'en a marre et burkinabé Balai citoyen. Ces derniers ont été relâchés puis expulsés du pays. (Radio Okapi)

Bandundu: SOS contre l'exploitation illégale du bois. La coalition nationale pour l'exploitation illégale du bois dénonce l'ampleur de la coupe illégale de bois au Bandundu. Plus de 300 grumes Wenge d'une valeur de plus de 5 millions de dollars américains ont été découverts sur différents sites d'exploitations dans cette province. Lors d'une conférence de presse ce vendredi 15 mai à Kinshasa, la coalition a également souligné avoir observé, lors de ses enquêtes, l'existence de deux unités de transformation dont la légalité n'a pas été établi, à l'intérieur de la forêt. Le secrétaire national de la coalition nationale pour l'exploitation illégale du bois, Alphonse Longwango s'inquiète cependant de l'implication présumée des plus hautes autorités de la province du Bandundu, qui collaboreraient à cette exploitation illégale de bois. Alphonse Longwango précise que cette exploitation faite par une société détenue par des Chinois : «Lorsqu'on rencontre certains Chinois qui travaillent dans cette société et qui disent ne pas connaître d'autres chef que le gouverneur, ça nous a quand même étonnés, parce qu'au niveau de la province, il y a des services de contrôle. S'ils ne les reconnaissent pas, ça nous surprend!» (Radio Okapi)

Beni: inhumation de 22 victimes du dernier massacre. Les activités socio-économiques ont repris normalement samedi 16 mai sur l'ensemble de la ville et du territoire de Beni, au lendemain de l'enterrement des victimes. La société civile a lancé la veille un appel à la population locale à reprendre le travail.

Au total, les vingt-deux corps qui étaient gardés à l'hôpital d'Oïcha chef-lieu du territoire, ont été remis par les autorités locales aux familles pour l'enterrement. Certaines victimes ont été inhumées à Oïcha même, d'autres dans leurs localités selon la volonté de leurs familles. Peu avant, une messe a été dite en leur mémoire à la paroisse d'Oïcha. Les sources locales affirment que l'achat des cercueils a été pris en charge par les autorités pour faciliter les obsèques. (Radio Okapi)

RDC: la Monusco salue le lancement du programme DDR3 à Kitona. Le ministre de Défense, des Anciens combattants et de la Réinsertion, Aimé Ngoy Mukena, a précédé samedi 16 mai au lancement officiel du processus de Démobilisation, désarmement et réinsertion, DDR 3, à la base militaire de Kitona (Bas-Congo) en la présence du chef adjoint de Monusco, David Gressly. Ce dernier a accueilli très favorablement le lancement de ce programme par les autorités congolaises.

Dimanche 17 mai

Augustin Kikukama: «L'espoir que suscitait la révolution du 17 mai s'est éteint». Un culte d'action de grâce a été célébré samedi 16 mai en la cathédrale du centenaire à Kinshasa pour commémorer le 18e anniversaire de l'entrée dans la capitale de la RDC des troupes de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo/Zaïre (AFDL), fidèles à Laurent-Désiré Kabila, tombeur du Maréchal Mobutu. A cette occasion, les «compagnons de la révolution» ont décrié le retour des antivaleurs décriées sous la IIe République.

A l'occasion de la commémoration de la «Révolution du 17 mai», le secrétaire général du Mouvement du 17 mai (M17), Augustin Kikukama, a fait un constat amer: la RDC a de nouveau sombré dans les antivaleurs. C'est pourquoi il a invité les congolais à se réorganiser pour sauvegarder les acquis de la démocratie obtenus lors de cette journée du 17 mai:«Après la mort de M'zee (LD Kabila), il y a eu ce retour des antivaleurs que nous avons combattues sous Mobutu. Ça veut la corruption, les détournements des deniers publics, la misère de la population... L'espoir que suscitait la révolution du 17 mai s'est éteint.» (Radio Okapi)

Kinshasa: la population de la Tshangu sensibilisée sur le découpage territorial. Le Marché de la Liberté a organisé, samedi 16 mai, une journée de sensibilisation sur le découpage territorial en faveur des populations du district de la Tshangu (Kinshasa). Cette conférence-débat a été organisée en marge de 18e anniversaire de l'entrée, à Kinshasa, des troupes de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération (AFDL) que pilotait Laurent-Désiré Kabila, tombeur du Maréchal Mobutu.

Beni: Matata Ponyo appelé à une mission d'évaluation après les massacres. La société civile Beni appelle le Premier ministre Augustin Matata Ponyo et les responsables des Forces armées de la RDC (FARDC) à effectuer une mission d'évaluation sécuritaire dans ce territoire du Nord-Kivu, en proie à la criminalité. Le président de cette structure, Gilbert Kambale, a lancé cet appel, dimanche 17 mai, au lendemain des massacres perpétrés contre les civils par de présumés rebelles ougandais de l'ADF dans cette partie du pays.

Equateur: des Congolais rapatriés du Congo Brazzaville sollicitent l'aide du gouvernement. Environ 10 000 Congolais rapatriés, en 2013 et 2014, du Congo Brazzaville sollicitent des moyens auprès du gouvernement pour s'intégrer dans leurs milieux. Ces rapatriés avaient fui, en 2009 et 2010, l'insurrection du Mouvement de libération indépendant alliés (MLIA).

Nord-Kivu: formation des agents des brigades foncières à Goma. Le Programme d'appui au renforcement de la justice dans l'Est de la RDC (Parej) a lancé, jeudi 14 mai, une formation en faveur des agents de l'administration foncière du Nord et Sud-Kivu. Ce forum, organisé à Goma (Nord-Kivu), se propose d'amener environ 60 agents à faire face aux irrégularités foncières, souvent à la base de beaucoup de conflits de terre voire intercommunautaires dans cette partie du pays.

Lubumbashi: 15 cas de vols armés recensés dans la commune Annexe. Une quinzaine de cas de vols armés ont été enregistrés, en trois semaines, dans la commune Annexe, dans la ville de Lubumbashi (Katanga). Dans une déclaration faite vendredi 15 mai, le bourgmestre de cette commune, Augustin Kahozi Bin Malisawa, a attribué ce regain d'insécurité au manque de contrôle de flux migratoire de la population à Lubumbashi.

Katanga: 4 600 élèves étudient sous des manguiers à Manono. Environ 4 600 élèves de la 38e communauté Garenganze, en territoire de Manono (Katanga) étudient, depuis quelques jours, sous des

manguiers et sans fournitures scolaires, ni matériels didactiques, après que leurs écoles ont été incendiées à la suite des conflits entre bantous et pygmées.

Nord-Kivu: reprise du trafic routier sur l'axe Goma-Masisi. Le trafic routier a repris, depuis dimanche 17 mai, sur l'axe Goma-Masisi (Nord-Kivu), après cinq jours de suspension à la suite de la barricade érigée par les transporteurs pour fustiger le mauvais état de cette route. Samedi soir, au moins 145 camions chargés de vivres étaient encore bloqués de part et d'autre de la barricade, causant ainsi de grandes pertes et manques à gagner aux commerçants, à en croire leurs témoignages.

Lundi 18 mai.

Reddition d'environ 300 miliciens de la FRPI en Ituri. Environ 300 miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) se sont rendus, dimanche 17 mai, aux Forces armées de la RDC (FARDC) et à la Monusco, à Bukiringi, localité située au Sud de Bunia, chef-lieu de l'Ituri (Province Orientale). Le nouveau chef de ces combattants, Mbadu Adirodu, a affirmé que d'autres miliciens suivront cette vague pour déposer les armes. Des sources militaires de la région indiquent que la première colonne de miliciens FRPI a été aperçue dimanche à Bukiringi aux environs de 13 heures locales.

Kisangani: les enfants vivant dans la rue appelés à réintégrer leurs familles. Des enfants et jeunes de la rue ont été sensibilisés samedi 16 mai à Kisangani (Province Orientale) sur la nécessité de regagner leurs familles. Cette campagne de sensibilisation a été organisée par la Maison Saint Laurent, une structure des prêtres de la congrégation Sacré Cœur qui encadre les enfants en situation de rupture familiale.

Nord-Kivu: les FDLR accusés d'exactions au Sud de Lubero. La situation reste préoccupante dans plusieurs localités du territoire de Lubero au Nord-Kivu. La société civile et les activistes des droits de l'homme indiquent que les FDLR/Foca continuent à commettre des crimes et de graves violations des droits de l'homme contre les populations civiles. Elles redoutent des révoltes au sein de la population.

RDC: un militaire tué par des hommes armés à Kalehe. Deux personnes ont été tuées, dont un major FARDC et une femme, et trois autres militaires enlevés, lors d'une attaque intervenue dans la nuit de dimanche à lundi 18 mai sur une position de l'armée dans la localité de Kairenge, territoire de Kalehe (Sud-Kivu). Selon des sources concordantes, l'attaque a été perpétrée par des hommes armés non autrement identifiés. Ils ont pillé des biens dans certaines maisons de la localité, avant de partir vers une destination inconnue. Des patrouilles des FARDC se sont rendues sur les lieux pour essayer d'identifier les assaillants.

Kinshasa: nouvelle mise en place au sein de l'armée et de la police. Le chef de l'Etat a nommé samedi 16 mai des officiers de l'armée et de la police nationales à de nouvelles fonctions. Le général de brigade André Matutezulwa Kamasobwa a été élevé au rang de commandant de la base de Kitona (Bas-Congo). Aux termes d'une série d'ordonnances publiées dimanche 17 mai à la télévision nationale, Joseph Kabila a aussi nommé le commandement de la 12ème région militaire. Au total, 11 481 officiers de la police ont été élevés au grade de commissaire.

Beni: des jeunes interceptent un camion suspecté de transporter des machettes. Une vive tension a régné dimanche 17 mai dans la soirée à Kasabinyole, quartier de la commune de Mulekera, au centre-ville de Beni (Nord-Kivu). Selon des sources locales, les jeunes affirment avoir intercepté dans l'enceinte de la Salle du Royaume des témoins de Jéhovah un véhicule transportant des machettes et des haches qui devaient servir, selon eux, à poser des actes criminels. Les sources sécuritaires ne confirment pas cette version mais parlent plutôt d'articles divers appartenant à l'ONG OXFAM et aux témoins de Jéhovah. Selon Jacques Kyangu, responsable des témoins de Jéhovah à Beni, le véhicule en question était chargé de bibles, des livres et des brochures bibliques destinés à l'évangélisation. Cedar Kanani, responsable de l'ONG OXFAM/Beni affirme que ce camion contenait aussi de matériels de plomberie destinés à la réalisation d'ouvrages d'eau, d'hygiène et d'assainissement dans la ville. Plus de 300 personnes ont été tuées les six derniers dans le territoire de Beni, souvent à la machette, selon un bilan établi par les autorités provinciales. Ces massacres à répétition sont souvent attribués aux rebelles ougandais des ADF actifs dans cette région. (Radio Okapi)

Nord-Kivu : le bandit « Manoti » et ses co-accusés condamnés à la peine de mort. Le tribunal de garnison de Goma siégeant en chambre foraine à Rutshuru (Nord-Kivu) a condamné Jean-Emmanuel Biritsho alias « Manoti » et dix de ses co-accusés. Le verdict est tombé lundi 18 mai devant une foule nombreuse et sous la haute surveillance des forces de sécurité. « Manoti » et ses acolytes sont poursuivis pour divers crimes dont le kidnapping d'une soixantaine de civils dans le territoire de Rutshuru.

Kinshasa : des hommes armés emportent 2000 USD dans un cambriolage à Ma Campagne. Des hommes armés ont emporté deux mille dollars américains dans un cambriolage qui a eu lieu dans la nuit de

dimanche à lundi 18 mai au quartier Bumba à Ma campagne Joli parc à Kinshasa. Ces bandits ont aussi emporté des bijoux et autres bien de valeur, a affirmé la victime, propriétaire de la maison attaquée.

Kasaï-Oriental : pas de plénière à l'assemblée provinciale depuis deux mois. Les activités à l'assemblée provinciale du Kasaï-Oriental ne se déroulent plus depuis le mois de mars dernier. Une seule réunion a eu lieu depuis l'ouverture de cette session destinée au contrôle parlementaire des actions du gouvernement provincial. Elle a statué sur l'adoption du calendrier des matières à traiter. Tous les autres sujets permanents tels que la validation des mandats, devraient également être considérés, étant donné que le budget consolidé des entités territoriales décentralisées devait être envoyé à Kinshasa au plus tard le 20 avril.

Katanga : la Monusco et le Pam évaluent la situation sécuritaire à Malemba Nkulu. Une mission conjointe Monusco et Programme alimentaire mondial (Pam) séjourne depuis le week-end dernier dans le groupement de Kabumbulu en territoire de Malemba Nkulu au Katanga. Le but de leur mission est d'évaluer la situation sécuritaire et humanitaire après les affrontements survenus au mois de mars dernier entre les Maï-Maï conduits par Mvuende et les éléments de la Police nationale congolaise (PNC).

Kinshasa : la piste de l'aéroport international de N'djili sera inaugurée le 30 juin. Les travaux de colmatage de la piste de l'aéroport international de N'djili et de finissage de son aérogare modulaire débutés il y a quelques temps se poursuivent. Les gestionnaires aéroportuaires de la Régiedes voies aériennes (RVA) ont indiqué lundi 18 mai à Radio Okapi que l'inauguration de cette aérogare, en même temps que la nouvelle tour de contrôle est prévue au 30 juin prochain. En attendant, des avions décollent et atterrissent.

Mardi 19 mai.

Vital Kamerhe: «Le peuple est fatigué de voir les politiciens dialoguer». «Le peuple est fatigué de voir les politiciens congolais dialoguer. On peut décrier la situation sans passer par le dialogue», a affirmé lundi 18 mai le président de l'Union pour la nation congolaise (UNC), Vital Kamerhe qui réagissait à l'idée d'organiser un dialogue entre toutes les forces politiques de la RDC comme le préconise le président Kabila. Pour lui, la priorité est plutôt la sécurisation des populations de Beni et la libération des prisonniers politiques.

Fibre optique: l'Assemblée nationale dénonce la surfacturation des matériels. Une commission d'enquête de l'Assemblée nationale dénonce la surfacturation des matériels achetés pour réaliser la première phase de la connexion à la fibre optique en RDC. Dans son rapport publié lundi 18 mai devant les députés, la commission Mayobo n'a pas livré le montant détourné mais elle a cité par exemple le cas de câble dont un kilomètre a été acheté à 52 000 dollars américains alors que sa meilleure qualité coûte 20 000 dollars le km.

Elections provinciales: le dépôt de candidatures s'achève dans 6 jours. A six jours de la fin de l'opération de dépôt des candidatures aux élections provinciales sur toute l'étendue de la RDC, il n'y a pas encore d'engouement à Kinshasa. Jusqu'à la date du lundi 18 mai, le rapporteur de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) indique que 3115 formulaires ont été retirés, sans précisions sur le nombre des dossiers déposés. Par contre à Bunia (Province Orientale) par exemple, 72 dossiers ont été enregistrés et 143 dans tout le Maniema, dont 18 femmes.

Le bateau ITB Kokolo de retour à Kinshasa avec 1200 tonnes de marchandises. Le bateau ITB Kokoleo est rentré lundi 18 mai à Kinshasa en provenance de Kisangani, après douze jours de navigation. Ce navire ramène dans la capitale plus de 1200 tonnes de marchandises de toutes sortes. Il a quitté la capitale le 16 avril dernier et est arrivé à Mbandaka le 21 avril, puis à Kisangani le 29 avril. C'est dans une ambiance festive qu'a accosté le bateau ITB Kokolo. Officiels, curieux et commerçants sont venus assister à l'accostage de ce bateau. Pour la plupart d'entre eux, c'est un pari gagné. Quelques minutes après l'accostage, le public a visité ce bateau sans être inquiet. Pour certains commerçants interrogés, il faut revoir à la baisse le prix du voyage. Un billet Kinshasa-Kisangani en 3e classe coûte 141 \$US. En 2e classe, il faut 194\$US. La classe luxe, c'est 540\$US et le VIP c'est 740\$US, a affirmé l'inspecteur itinérant chargé de l'armement et navigation, M. Tshimanga, qui a noté qu'en payant son billet, le voyageur a droit à la restauration. (Radio Okapi)

Kisangani: bagarre entre prisonniers civils et militaires, 17 blessés. Une vive tension prévaut à la prison centrale de Kisangani depuis la nuit de lundi à mardi 19 mai, après une bagarre rangée entre les détenus civils et militaires. Le bilan provisoire fait état de dix-sept blessés, dont cinq grièvement. Selon les autorités pénitentiaires, tout à commencer la nuit dernière, lorsque le chef des détenus communément appelé "Kapita", un civil a instruit un capitaine FARDC d'interrompre sa communication téléphonique dans la cour afin de rejoindre sa cellule. La résistance de cet officier a été mal digérée par des civils qui n'ont trouvé mieux que de le passer à tabac. Il s'en est suivi alors une bagarre sans merci entre civils et militaires. (Radio Okapi)

Kinshasa : la VSV dénonce le rançonnement des visiteurs à la prison de Makala. La Voix des sans voix (VSV) pour les droits de l'homme déplore le rançonnement des visiteurs qui viennent assister leurs proches détenus à la prison centrale de Makala. Dans une déclaration faite mardi 12 mai à Radio Okapi, le chargé d'enquête de cette association, Timothée Bikwiza, recommande au ministre de la Justice et au directeur de la prison de faire cesser « sans délai » cette pratique érigée en mode de gestion dans cette maison carcérale.

Beni : la Monusco appelle à des actions conjointes avec les FARDC contre les ADF. Le commandant adjoint des forces de la Monusco, le général Jean Baillaud, appelle à des actions militaires conjointes avec les Forces armées de la RDC contre les rebelles ougandais des ADF afin de prévenir les massacres des civils à Beni dans le Nord-Kivu. Il a lancé cet appel mardi 19 mai après sa visite dans plusieurs villages et localités victimes des massacres des civils dans le territoire de Beni. « Ce que les populations attendent ici, c'est qu'on arrête ces tueries. En terme de sécurité des populations nous insistons pour que nos forces appuient les FARDC et soient aux plus proches de la réalité des souffrances que vit la population de manière à améliorer, non pas l'intervention post-massacre mais la prévention », a affirmé le général Jean Baillaud. Selon lui, les actions conjointes FARDC-Monusco doivent aboutir à la protection des civils et l'arrestation des auteurs des actes criminels. (Radio Okapi)

Mercredi 20 mai.

Katanga: Martin Kobler «choqué» par le degré de violence entre pygmées et bantous à Nyunzu. Le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU en RDC, Martin Kobler, s'est dit choqué par le degré de violence dans le conflit qui oppose les populations pygmées et bantous à Nyunzu dans le Nord du Katanga. Ce conflit aurait fait plus de deux cents morts en l'espace de cinq mois. À l'issue de sa visite effectuée lundi et mardi 19 mai dans cette contrée, il se dit aussi préoccupé par le sort de près de douze mille déplacés « qui constituent un fardeau pour la population de Nyunzu-centre ».

Malemba Nkulu: 30 écoles détruites suite aux combats entre FARDC et miliciens. Plus de trente écoles du groupement Kabumbulu dans le territoire de Malemba Nkulu au Katanga ne fonctionnent plus depuis le mois de mars dernier. Cette situation est consécutive aux affrontements entre les miliciens Mai-Mai du seigneur de guerre Mvuende et les FARDC à Kabumbulu-centre. Plusieurs familles ont trouvé refuge en brousse et dans les villages voisins. Le chef de groupement plaide pour la pacification de son entité pour permettre aux nombreux élèves concernés d'accéder à l'instruction.

Affaire démolitions à Kawama: Amnesty International interpelle la justice de la RDC. Amnesty international appelle la justice congolaise à se ressaisir et à remettre dans leurs droits les victimes des démolitions de plus de 500 maisons au village Kawama en 2009. Dans une déclaration faite mardi 19 mai à Lubumbashi au cours d'un point de presse, Lauren Dean Armistead, coordonnatrice de l'ONG britannique en charge des affaires et des droits de l'homme se dit inquiète d'entendre que le tribunal de paix de Kipushi ait suspendu les poursuites contre l'auteur de cet acte, arguant que le dossier est dépassé. Au cours d'une conférence de presse organisée le mercredi 6 février 2013 à Lubumbashi au Katanga, l'ONG Action contre l'impunité pour les droits humains (ACIDH), avait accusé l'Entreprise générale Malta Forrest (EGMF) de refuser d'indemniser les propriétaires des cinq cents maisons du village Kawama démolies en 2009. Ce village est situé à proximité de la mine Luswishi exploitée par la Compagnie minière du Sud-Katanga (CMSK), dans laquelle EGMF était actionnaire majoritaire. Pour EGMF, la démolition de ces maisons avait été exécutée par la Police nationale Congolaise (PNC). « Il y a eu des incidents à Kawama », avait alors reconnu son directeur de communication, ajoutant que « ces dérapages ont été provoqués par l'intervention des différentes forces de police ». Selon lui, l'intervention des policiers visaient à évacuer les creuseurs clandestins qui habitaient dans le village et EGMF accusait de piller des minerais dans cette carrière minière. (Radio Okapi)

Tueries de Beni : journée de deuil à Goma en mémoire des victimes. L'opposition politique a organisé, mercredi 20 mai, une journée de deuil à Goma, chef-lieu du Nord-Kivu, en mémoire des civils tués depuis octobre dernier dans le territoire de Beni. Elle a dressé une chapelle ardente au centre-ville de Goma, où les habitants vont se recueillir toute la journée. Par cette cérémonie, l'opposition politique veut interpeller le chef de l'Etat, commandant suprême des FARDC, le chef d'Etat-major militaire, le gouvernement pour que des meurtres et massacres cessent à Beni et dans l'Est de la RDC. Jean-Baptiste Muhindo a par ailleurs indiqué que cette cérémonie constitue le début d'un processus de conscientisation pour interpeller des autorités avec des actions beaucoup plus énergiques. A côté de la chapelle, une chèvre a été attachée. D'après Jean-Baptiste Kasekwa, la coalition d'opposants a prévu de remettre cette bête à une des communautés du territoire de Beni, signe de sacrifice lors d'un deuil. La police n'était pas visible sur le lieu de cette cérémonie de deuil que la mairie de Goma avait autorisée, souhaitant qu'elle se passe dans le calme et la dignité. Le dernier massacre commis à Beni remonte à la nuit du mardi 12 mai. Ce soir là, des hommes armés avaient tué vingt-deux civils dans les localités de Mapiki et Sabu, dans le secteur de Beni-Mbau. Près

de 300 personnes ont été massacrées à Beni depuis octobre 2014 le plus souvent à l'arme blanche. Les habitants de plusieurs localités de ce territoire ont manifesté dans la rue ces derniers jours pour demander plus d'engagement des autorités contre les criminels, régulièrement présentés comme étant les rebelles ougandais des ADF. (Radio Okapi)

Kisangani: grogne des agents FFN placés sous-traitance. Les agents de l'antenne provinciale du Fonds forestier national, (FFN) ont manifesté leur grogne mardi 19 mai à Kisangani, dans l'enceinte de ce service public. Ces agents sont mécontents suite à la décision de leur direction générale de confier une partie de la main d'oeuvre en sous-traitance. Ils sont au total 89 agents du FFN frappés par cette mesure. Selon eux, après avoir presté plus de deux ans notamment dans la mobilisation des recettes, ils attendaient plutôt de signer des CDI et recevoir leurs arriérés de salaire. Ils se disent étonnés de recevoir plutôt une notification d'une société privée de la place, qui vient de signer un contrat avec le FFN pour assurer la sous-traitance. (Radio Okapi)

RDC: la Monusco promet 6 millions USD pour soutenir le programme DDR3. La Monusco promet d'allouer une enveloppe de 6 millions de dollars américains pour soutenir la 3^e phase de l'opération de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR3). Lancé samedi 16 mai par le gouvernement congolais pour une période de quatre ans, ce programme concerne 12 000 miliciens notamment les APCLS, Nyatura, Mai-Mai Kifuafua, FRPI et Raïa Mutomboki. Le représentant spécial-adjoint de la Monusco, David Gressly, a exprimé, mardi 19 mai, la volonté de soutenir le DDR3, à Bunia, chef-lieu de l'Ituri (Province Orientale). Le chef adjoint de la Monusco a fait cette promesse à l'issue d'une rencontre de prise de contact avec les responsables locaux de la Monusco, puis avec les autorités civiles et militaires congolaises de l'Ituri. (Radio Okapi)

La VSV inquiète de nouvelles expulsions des Congolais du Congo-Brazzaville. La Voix des Sans Voix pour les droits de l'homme (VSV) exprime ses vives préoccupations suite à la reprise de la traque et d'expulsions massives des ressortissants étrangers, dont les Congolais de la RDC, du Congo Brazzaville. Dans un communiqué de presse mardi 19 mai à Kinshasa, la VSV parle de plus d'une centaine des personnes interpellées à Pointe-Noire et Dolisie, ramenées à Brazzaville avant d'être expulsées à Kinshasa par le Beach Ngobila. Pour ce mardi, une nouvelle vague de 86 personnes a été expulsée dans des conditions inhumaines, s'indigne la VSV qui invite le gouvernement à réorganiser les sites d'accueil en vue de faciliter l'hébergement de ces expulsés.

Katanga: Ocha plaide pour une assistance sans distinction aux déplacés à Nyunzu. Le représentant d'Ocha à Nyunzu, Roger Mwamba, souhaite que les 8 000 déplacés bantous et les 4000 pygmées bénéficient tous des vivres de la part des humanitaires. Sur place, le Programme alimentaire mondial (Pam) distribue de la farine de maïs alors que l'ONG américaine The International Rescue Committee (IRC) a installé une clinique mobile pour des soins de santé.

Lubumbashi : des hommes armés attaquent le domicile d'un député de l'Unafec. Des hommes armés ont attaqué dans la nuit de mardi 19 à mercredi 20 mai la résidence du député provincial Jacques Kabanda de l'Union nationale des fédéralistes du Congo (Unafec). Lui et trois membres de sa famille, dont son épouse, sont grièvement blessés par balles, a indiqué Séraphin Sango, commissaire supérieur de la police de la cellule de sécurité au ministère provincial de l'Intérieur. Les faits se sont produits au quartier Kaponda-Nord dans la commune Katuba à Lubumbashi (Katanga).

Paie des fonctionnaires : le détournement concerne plus le secteur de la santé, affirme Bongongo. Le fond détourné mensuellement dans la paie des fonctionnaires concerne plus le secteur de la Santé, a affirmé mercredi 20 mai le ministre d'Etat au Budget, Michel Bongongo. Dans une interview accordée à Radio Okapi, il dit avoir reçu du gouvernement «des instructions claires» pour engager des opérations contre le réseau mafieux démantelé par le Premier ministre. Plus de 170 millions de Francs congolais sont soutirés mensuellement du trésor public à Kinshasa par un réseau mafieux qui est déjà démantelé. « Nous avons plusieurs catégories d'irrégularités. Nous avons des triplants et des doublons [sur les listes de paie]. Nous avons des médecins décédés mais payés, nous avons aussi des fictifs. Nous avons un manque à gagner mensuel de 174 586 293,95 francs congolais (189 2 64,24 \$US), soit près de 2,7 milliards de francs congolais (2 926 996,42 \$US) par an », a déclaré Michel Bongongo. Selon lui, cette situation préjudicie l'Etat congolais « qui se voit incapable de procéder soit à l'alignement de nouveaux médecins ou à l'amélioration de l'enveloppe salariale ». (Radio Okapi)

Young African Leaders Initiative : 14 jeunes Congolais en formation aux Etats-Unis. Quatorze jeunes congolais seront en formation aux Etats-Unis du 19 juin au 6 août prochain. Le service culturel de l'ambassade américaine à Kinshasa l'a confirmé mercredi 20 mai. Il a indiqué que cette formation s'inscrit dans le cadre du programme Mandela Washington Fellowship pour les jeunes leaders africains. C'est un nouveau programme de Young African Leaders Initiative, YALI. Il doit permettre à 500 jeunes leaders

africains de séjourner aux Etats-Unis. Les quatorze leaders sont opérationnels dans divers domaines des affaires, l'entreprenariat et du leadership communautaire. Selon la chargée des affaires culturelles de l'ambassade américaine à Kinshasa, ils sont le résultat d'une sélection basée sur des critères rigoureux. (Radio Okapi)

Jeudi 21 mai.

Beni : le maire de la ville s'inquiète de la situation humanitaire des déplacés. La situation humanitaire demeure préoccupante dans la ville et aux alentours de Beni au Nord-Kivu. Le maire de cette ville, Angèle Nyirabiritaro, qui a dressé ce tableau mercredi 20 mai a indiqué que plusieurs familles qui ont fui les massacres dans leurs localités sur l'axe Beni-Mbau n'ont toujours pas bénéficié d'une prise en charge dans des familles d'accueil et ne sont pas encore enregistrées.

Nord-Kivu: les notables dénoncent l'insécurité à Rutshuru. Les notables de l'intercommunautaire du Nord-Kivu expriment leur profonde inquiétude face à la dégradation de la situation sécuritaire dans leur province. Dans un communiqué parvenu mercredi 20 mai à Radio Okapi, ils dénoncent notamment les tueries des populations et des casques bleus à Beni ainsi que les kidnappings à répétition à Rutshuru et Lubero. L'intercommunautaire encourage donc le Gouvernement à poursuivre les efforts de pacification pour éradiquer définitivement les groupes armés dans le Nord-Kivu.

Kinshasa: l'activiste Fred Bauma reste en prison. L'activiste congolais du mouvement Lutte pour le changement (Lucha), Fred Bauma reste en détention à la prison centrale de Makala à Kinshasa, a décidé mercredi 20 mai la chambre de conseil du Tribunal de paix de la Gombe. Les juges de paix ont rejeté l'appel de la défense consistant à obtenir la liberté provisoire de son client. La défense considère que le dossier est vide. Le ministère public a requis la détention arguant qu'il doit encore poursuivre son instruction pour établir la culpabilité de Fred Bauma, arrêté depuis le 15 mars pour attentat à la vie du chef de l'Etat, selon l'accusation. Le militant de la Lucha est en prison avec le concepteur du site du mouvement citoyen Filimbi, Yves Makwambala, tous deux poursuivis pour les mêmes faits. Leur procès n'est toujours pas ouvert. Ils comparaissent tous en chambre de conseil dans une phase pré-juridictionnelle, l'un, au tribunal de paix de la Gombe, et l'autre, devant celui de Ngaliema. (Radio Okapi)

RDC: l'opposition divisée sur son éventuelle participation au dialogue. Les acteurs de l'opposition semblent être divisés sur leur participation au dialogue que préconise le chef de l'Etat, Joseph Kabila. Réagissant mercredi 20 mai à Radio Okapi, l'opposant Clément Kanku en a appelé à un dialogue interne à l'opposition pour répondre à l'offre du président Kabila alors que Steve Mbikayi lui se dit favorable au dialogue.

Sud-Kivu: un mort et 4 disparus après une attaque armée à Kalehe. Une personne a été tuée et quatre autres portées disparues dans un lac, mercredi 20 mai, après une attaque attribuée aux bandits armés dans la localité de Muhoza, en territoire de Kalehe (Sud-Kivu). A une trentaine de kilomètres de là, dans la même nuit et dans le même secteur, quatre maisons ont été dévalisées par des hommes en armes qui ont tout emporté. C'est la quatrième attaque armée en un mois dans ce secteur, selon la société civile locale.

RDC: décès d'Albert Kalonji Mulopwe. Albert Kalonji Mulopwe, l'un des pères de l'indépendance de la République démocratique du Congo est mort à Mbuji-Mayi, à l'âge de 86 ans. Son corps a déjà été inhumé dans son village natal à Katende, territoire de Miabi, au Kasai-Oriental. Le comité des notables de cette province a annoncé la nouvelle de son décès mercredi 20 mai, soit un mois après sa mort effective pour respecter une tradition locale. Ses obsèques officielles sont en préparation à Mbuji-Mayi. Homme politique et homme d'affaires congolais, Albert Kalonji est né en 1929 à Hemptinne près de Luluabourg (aujourd'hui Kananga). Cofondateur, avec Patrice Lumumba, du Mouvement national congolais (MNC), il milite avec lui pour l'indépendance du Congo. Diplômé en 1948 comme assistant agronome, il est engagé, en 1951, par le colonisateur belge en qualité d'assistant agricole. Il fera le déplacement de Bruxelles pour l'Exposition universelle de 1958. La même année, il participe à la création du Mouvement national congolais. Mais des dissensions éclatent vite entre lui et son compagnon de lutte Patrice Lumumba. Elles aboutissent, en 1959, à la scission du MNC en deux branches, connues sous les noms de MNC-Lumumba et MNC-Kalonji. En 1960, Albert Kalonji, président du MNC-Kalonji, se proclame Empereur des Balubas du Kasai et chef d'Etat du Sud-Kasai. Condamné en août 1959 pour «incitation à la haine raciale» lors du conflit entre les Lulua et les Baluba, Albert Kalonji est envoyé en relégation à Kole dans le Sankuru et sera rapidement libéré. La même année, il est élu président du MNC-Kalonji. Il participe en 1960 à la table ronde belgo-congolaise qui a statué sur la date de l'indépendance du Congo. En août, de la même année, il devient président de l'Etat autonome du Sud-Kasai. Proclamé «roi du Sud-Kasai» (sous le nom d'Albert 1er) en 1961, il dissout le gouvernement et opte pour le titre de Mulopwe [roi] du «Royaume fédéré du Sud-Kasai». De 1964 à 1965 Il est ministre dans le gouvernement dirigé par son ami Moïse Tshombe. En 1980, il intègre le parti unique de Mobutu, le Mouvement populaire de la révolution (MPR). A l'avènement de la démocratie en 1990, il adhère

à l'UDPS (opposition), qu'il va quitter en 1999, avant de se réfugier en France à l'avènement de l'AFDL de Laurent-Désiré Kabila. Albert Kalonji est revenu à Mbuji-Mayi une semaine avant son décès. Il paraissait pourtant en forme et rien ne présageait de cette fin soudaine, selon ses proches. Les obsèques officielles de cet illustre disparu sont annoncées pour le 30 mai. (Radio Okapi)

Une centaine de congolais (RDC) expulsés de Pointe-Noire (Congo-Brazza). Une centaine de congolais de la RDC sont expulsés depuis quelques temps de Pointe-Noire, deuxième ville de la République du Congo. La vague de refoulés est arrivée jeudi 21 mai au poste frontalier de Beach Ngobila à Kinshasa. Les infortunés déplorent la brutalité et des morts d'hommes pendant ces expulsions. A leur descente du bateau qui les a ramenés dans la capitale Kinshasa, ils se sont bousculés au micro de Radio Okapi et s'arrachent presque les uns les autres la parole pour décrire leur calvaire : « On était détenu dans de très mauvaises conditions. Il y avait de l'étouffement. Et j'ai vu au moins 7 personnes mourir. Moi par contre j'en ai vu mourir six ». Chacun explique, à tour de rôle, dans quelles circonstances, il a été arrêté : « Moi on m'a attrapé sur le chemin du boulot. Moi, en ce qui me concerne on m'a interpellé à mon lieu de travail au marché ». (Radio Okapi)

Katanga: le gouvernement décide de renforcer les effectifs militaires à Nyunzu. Le gouvernement provincial du Katanga décide de renforcer les effectifs de l'armée et de la police pour restaurer la paix entre bantous et pygmées, en territoire de Nyunzu, à 190 km de Kalemie (Katanga). Le ministre provincial du Katanga de l'Intérieur du Katanga, Juvénal Kitungwa, a annoncé cette mesure, mercredi 20 mai, au cours d'une conférence de presse à Kalemie.

CPI: Jean-Pierre Bemba maintenu en prison. La Chambre d'appel de la Cour pénale internationale (CPI) décide de maintenir le sénateur congolais Jean-Pierre Bemba Gombo en prison à la Haye (Pays-bas). Le chargé de sensibilisation de la CPI à Kinshasa a confirmé cette information, mercredi 20 mai à Radio Okapi. En décembre 2014, Jean-Pierre Bemba avait sollicité une liberté provisoire qui avait ensuite été rejetée parce qu'en dehors de l'affaire de la subornation des témoins, il est poursuivi pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis par ses troupes à Bangui, en République centrafricaine. Pour son parti, le Mouvement de libération du Congo (MLC), cette question de liberté provisoire n'est plus d'actualité. Ce qui compte pour l'instant, déclare Eve Bazaiba, secrétaire général du parti, c'est le verdict attendu sur l'affaire principale de la cour. (Radio Okapi)

Ituri : un foyer d'exploitation de l'or s'écroule à Muchacha, 10 morts. Plus de dix personnes sont mortes, dans un éboulement qui s'est produit mardi dernier dans un foyer d'exploitation artisanale de l'or dans le village de Muchacha, sur la Route nationale numéro 4, en pleine Réserve de faune à Okapi (Province Orientale). Des sources locales ont rapporté la nouvelle jeudi 21 mai à Radio Okapi. Elles disent avoir été alertées par un rescapé.

Les minerais peuvent être exploités en respectant les droits humains, estime l'UE. Il est possible d'exploiter les minerais en République démocratique du Congo (RDC), en respectant les droits humains, a affirmé jeudi 21 mai, la députée belge au Parlement européen. Cette institution a voté la veille, un règlement visant à briser le lien entre l'exploitation des ressources naturelles et le financement des conflits armés dans les pays en développement, dont la RDC. Marie Arena a invité toutes les entreprises minières à se conformer à garantir la traçabilité de leurs produits. « Toutes les entreprises qui vont produire ou vendre des produits qui contiennent l'étain, le tungstène, le coltan et l'or devront garantir une information de traçabilité de ces minerais. Si ces entreprises sont actives par le biais des filiales en RDC, elles devront garantir que ces minerais n'alimentent pas le conflit en RDC », a-t-elle souligné. Cette mesure s'applique aussi aux entreprises européennes, a précisé Marie Arena. « Toute entreprise européenne qui produit ces minerais ou qui vend de ordinateurs qui contiennent ces minerais devront adhérer à cette obligation d'informations depuis le début de la chaîne jusqu'au bas de la chaîne », a insisté la députée belge au Parlement européen. (Radio Okapi)

Ituri: deux chefs coutumiers accusés de collaboration avec les ADF. Trois personnes, dont le chef de localité de Samboko et du clan Bandibuku dans la collectivité de Walese Vonkutu au sud d'Irumu, ont été appréhendées vendredi dernier par les agents de service de renseignement des FARDC à Luna localité située à la limite entre l'Ituri et la province du Nord-Kivu. Le chef de Walese Vonkutu l'a annoncé mercredi 20 mai, précisant que ces personnes sont accusées d'être de connivence avec les rebelles ougandais des ADF. Le chef de la localité de Samboko, Didace Pilipo, le chef de clan de Bandibuku, M. Bekana, et un habitant ont été transférés, au lendemain de leur arrestation, au cachot de l'auditorat militaire de Beni au Nord-Kivu. Ils sont soupçonnés d'avoir touché un pot-de-vin auprès des rebelles ADF pour faciliter à ces derniers d'attaquer les entités locales, a précisé le chef de collectivité de Walese Vonkutu, demandant que des enquêtes soient diligentées pour vérifier ces allégations. (Radio Okapi)

Vendredi 22 mai.

Kamina: plus de 1 700 ex-combattants inscrits au programme DDR3. Mille sept cent trente-neuf ex-combattants se sont inscrits à la troisième phase du programme global désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR3). La cérémonie s'est déroulée jeudi 21 mai à l'esplanade du bâtiment administratif de la base militaire de Kamina, province du Katanga.

Violences sexuelles: les procès s'accroissent en Ituri avec la présence de Jeanine Mabunda. La représentante du chef de l'Etat en matière des violences sexuelles, Jeanine Mabunda Lioko, a assisté mercredi 20 mai aux audiences publiques sur les violences sexuelles qui se poursuivent devant les juridictions civiles et militaires de Bunia, chef-lieu de l'Ituri (Province Orientale). Sa présence a été saluée par certaines autorités civiles et militaires locales et critiquées par d'autres observateurs qui redoutent que la présence de Jeanine Mabunda a pu influencer les juges. Ils estiment que depuis cinq jours les choses se font à la hâte dans ces juridictions pour amener les juges à satisfaire la présidence de la République au lieu de dire convenablement le droit.

RDC: l'ONG Acaj plaide pour la prise en charge de l'ex-milicien Mathieu Ngudjolo. L'Association congolaise pour l'accès à la justice (Acaj) a appelé, jeudi 21 mai, le gouvernement congolais à prendre Mathieu Ngudjolo Sui en charge. Cette structure a lancé cet appel deux jours après que l'ex-milicien a quitté l'hôtel où les services de sécurité l'avaient logé à son retour de La Haye où la Cour pénale internationale l'avait acquitté des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité pour lesquels il était poursuivi. Le directeur de l'Acaj se dit préoccupé par la situation actuelle de Mathieu Ngudjolo qui a décidé volontairement de réintégrer l'armée nationale. Par ailleurs, il a indiqué que Mathieu Ngudjolo devait également être pris en charge conformément à l'article 111 de la loi organique portant statut des FARDC qui stipule qu'«un militaire poursuivi puis acquitté doit être replacé dans ses droits avec effets rétroactifs». (Radio Okapi)

Dialogue: les jeunes de Scode recommandent la libération des prisonniers politiques. Les jeunes du parti Solidarité congolaise pour la démocratie et le développement (Scode) recommandent la libération des prisonniers politiques notamment de leur président, Jean-Claude Muyambo avant la tenue de l'éventuel dialogue préconisé par le chef de l'Etat. Ils ont exprimé leur préoccupation, jeudi 21 mai, au cours d'une conférence de presse à Lubumbashi (Katanga). Le président de la Solidarité congolaise pour la démocratie est poursuivi pour abus de confiance dans la vente d'immeubles appartenant à l'un de ses clients à Lubumbashi. Ces jeunes sont d'avis que la libération des opposants permettra aux acteurs politiques du pays d'avoir un dialogue digne de ce nom.

Sud-Kivu: 4 personnes tuées dans une attaque armée à Lwango. Quatre personnes ont été tuées et une autre grièvement blessée dans l'attaque d'un convoi, survenue dans la nuit de jeudi 21 mai, à la hauteur de Lwango, localité située à 25 Km au Sud de Mimova (Sud-Kivu). La Fédération des entreprises du Congo (Fec) à Minova attribue cette attaque aux coupeurs de route qui ont tiré sur ce véhicule qui avait à son bord une dizaine de personnes avant d'emporter plus de 200 casiers de boissons alcoolisées.

Katanga: Martin Kobler dresse un bilan positif de l'îlot de stabilité de Manono. Le Représentant spécial du secrétaire général de l'Onu en RDC, Martin Kobler a dressé un bilan positif de la situation du territoire de Manono, un an après son identification comme un îlot de stabilité. En visite jeudi 21 mai dans cette contrée, il s'est félicité que dix groupements connaissent l'accalmie sur les dix-huit que compte le territoire de Manono.

Equateur: 52 cases incendiées à la suite d'une tension communautaire à Bogbonga. Environ cinquante-deux cases ont été incendiées, depuis lundi 18 mai, à la suite d'une tension communautaire au groupement Bogbonga, en territoire de Bosomelo, dans le district de la Mongala (Equateur). Les clans en conflit se disputent notamment l'espace de pêche sur la rivière très poissonneuse de Momboto, selon des sources locales.

Ituri: des habitants de Mongwalu contre la nomination d'un nouveau fonctionnaire-résident. Des habitants de la cité minière de Mongwalu, située à 80 km au Nord de Bunia, dans le district de l'Ituri (Province Orientale) s'opposent à la décision du gouverneur de leur province, nommant un nouveau fonctionnaire-résident à la tête de leur entité. Ils ont exprimé leur mécontentement dans une pétition adressée, jeudi 21 mai, au Premier ministre, Augustin Matata Ponyo. Ce document contient plus de quatre cents signatures.

Malemba Nkulu: le centre de santé Kabumbulu fonctionne difficilement. Le centre de santé Kabumbulu, dans le territoire de Malemba Nkulu (Katanga), est confronté à plusieurs difficultés notamment le manque de matériels et de médicaments. Le personnel de cette structure médicale est impayé depuis plusieurs mois,

selon des sources. L'infirmier titulaire de centre de santé Kabumbulu plaide pour la réhabilitation de cette structure sanitaire afin de venir en aide à cette population meurtrie par plusieurs incursions des miliciens Mai-Mai.

La résidence du président Kasavubu classée « bien culturel du patrimoine national ». La résidence privée du feu Président Joseph Kasavubu, située sur l'avenue Kasavubu, en face du stade du 4 janvier à Kinshasa est désormais inscrite sur la liste des biens culturels du patrimoine national. Le ministre de la Culture, Banza Mukalay a présidé jeudi 21 mai la cérémonie de reconnaissance de cette résidence, en présence des membres de famille du premier président de la RDC. La liste des biens culturels du patrimoine national a été établie par le comité de classement des biens culturels, sites et monuments mis en place par le ministre de la Culture.

Kinshasa: les médecins indiens de l'Hôpital du Cinquantenaire poursuivis pour exercice illégal. L'Ordre des médecins traduit en justice les médecins indiens de l'Hôpital du Cinquantenaire pour exercice illégal de l'art de guérir en RDC. L'annonce a été faite vendredi 22 mai à Kinshasa au cours d'un point de presse conjoint de conseils national et urbain de l'Ordre. Il leur est reproché de prêter sans être inscrits à l'Ordre des médecins, comme le veulent les lois congolaises. «Le bureau du conseil de l'Ordre des médecins, réagissant à cette irrégularité voulue et entretenue en âme et conscience par le gestionnaire de l'hôpital du Cinquantenaire en dépit du rappel à l'ordre du ministre [de la Santé], a interpellé par deux fois à l'intervalle de quatre mois – comme le témoignent nos correspondances – sans que ledit gestionnaire daigne s'exécuter», s'est indigné Dr Guy Tshipeta, président urbain de l'Ordre des médecins. (Radio Okapi)

La RDC actualise la liste des universités autorisées à organiser le 3e cycle. Les différents conseils d'administration des universités de la RDC se réunissent du vendredi 22 au lundi 25 mai à Kinshasa en session extraordinaire pour délibérer sur la liste actualisée des universités congolaises autorisées à organiser le 3e cycle universitaire au pays. Jusqu'ici cette tâche est officiellement dévolue seulement à l'Université de Kinshasa, l'Université de Lubumbashi et à l'Université de Kisangani.

Samedi 23 mai.

RDC-Elections: la Ceni déniche 30 682 600 électeurs. La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a présenté vendredi 22 mai à Kinshasa les résultats des opérations menées dans le cadre de la fiabilisation du fichier électoral et la stabilisation de la cartographie opérationnelle. Le fichier actualisé contient 30 682 599 électeurs. Ce résultat permet à l'institution électorale de préparer les élections urbaines, municipales et locales, annoncées au second semestre de 2015.

Elections: le gouvernement appelé à mobiliser des moyens pour la Ceni. La plate-forme de la société civile «Agir pour des élections transparentes et apaisées» (AETA) recommande au gouvernement congolais de mobiliser des moyens pour permettre à la Ceni de respecter le calendrier électoral, publié en mars dernier. Le président de cette structure, Jérôme Bonso, a lancé cet appel, vendredi 22 mai, au cours d'une matinée électorale organisée par la Ceni, l'Aeta et la Linelit, à Kinshasa.

La RDC regorge environ 200 espèces végétales sur le fleuve. Une équipe de chercheurs de la Faculté des Sciences de l'Université de Kisangani (Unikis) a indiqué que la RDC regorge d'environ deux cents espèces végétales scientifiquement dénommées «Lichen». Le directeur du Centre de surveillance de la biodiversité de l'Unikis, professeur Dudu Akaibe, a livré ces statistiques en marge de la journée mondiale de la biodiversité, célébrée le 22 mai de chaque année. Il a donné ces chiffres au terme d'une expédition, organisée il y a quelques jours sur le fleuve Congo. «On ne fait que découvrir de nouvelles espèces. L'étude que nous avons faite sur le fleuve a montré qu'avant on connaissait 150 espèces de lichen. Après l'expédition, on a découvert 50 nouvelles espèces de lichen», a indiqué le professeur Dudu Akaibe. Il a souligné cependant que la biodiversité de la RDC se trouve encore dans un état convenable quand bien même elle reste menacée par des exploitations forestières désordonnées et illégales. La RDC fait partie de pays qui possèdent des ressources naturelles qui ne peuvent se compter: espèces animales et végétales, minerais et ressources halieutiques capables de stimuler le développement de sa population. Mais la gestion rationnelle et durable de ces ressources pose parfois problème. Pour pallier cette difficulté, le Conseil pour la défense environnementale par la légalité et la traçabilité (CODELT) développe en collaboration avec la Délégation de l'Union européenne en RDC (UE) mène, depuis mars dernier, un projet de renforcement des capacités des acteurs politiques et de la société civile sur des notions liées au cadre juridique et la gestion rationnelle des forêts en RDC. (Radio Okapi)

RDC: les avocats de la partie civile absents du procès Chebeya. En RDC, le procès Chebeya s'est poursuivi ce jeudi devant la Haute Cour militaire sans la participation des avocats des parties civiles. Ils soupçonnent les hauts magistrats militaires de s'être engagés dans une logique qui, en définitive, risque de préjudicier les parties civiles. Selon maître Jean-Joseph Mukendi wa Mulumba, cette décision de sécher les

audiences a été dictée par le comportement qualifié de partisan et qu'afficherait la Haute Cour militaire. Le coordonnateur des avocats des parties civiles affirme que les juges de cette instance n'ont pas de considération pour les parties civiles. Toutes les doléances formulées par ces dernières n'ont trouvé aucun écho auprès de la Haute Cour militaire. Exemple, le refus de prendre en compte les preuves qui viendraient de la procédure engagée au Sénégal contre l'un des prévenus en fuite qui s'est livré lui-même à la justice. Il y a aussi cette hésitation de faire une descente sur les lieux où serait, selon ces mêmes prévenus, enterré Fidel Bazana, le compagnon d'infortune de Floribert Chebeya et des dizaines d'autres personnes. (RFI)

Provinciales: 175 candidatures enregistrées à deux jours de la clôture au Kongo-Central. Environ 175 candidatures ont été enregistrées à deux jours de la clôture de l'opération de dépôt des candidatures pour les élections provinciales, dans la province du Kongo-Central, ex-Bas-Congo. La secrétaire exécutif provincial de la Ceni au Kongo-Central, Bernadine Kintondo, a livré ces chiffres, vendredi 22 mai, à Radio Okapi.

Nord-Kivu: des humanitaires menacent de suspendre leurs activités. Des humanitaires menacent, depuis quelques jours, de suspendre leurs activités dans les territoires de Rutshuru et Beni (Nord-Kivu), en proie à la montée de l'insécurité. Le Bureau de coordination des affaires humanitaires (Ocha) l'a révélé dans son bulletin hebdomadaire, paru vendredi 22 mai, à Goma, chef-lieu du Nord-Kivu.

Violences sexuelles: 30 OPJ formés sur la protection des enfants à Mbuji-Mayi. La Monusco a formé, du 20 au 22 mai, trente officiers de police judiciaire (OPJ) sur les nouvelles techniques de protection des enfants contre les violences sexuelles, à Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental). La mission onusienne a organisé cette session à travers le Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme (BCNUDH).

Sud-Kivu: la Monusco réitère son soutien aux opérations de maintien de la paix à Kalehe. La Monusco a réitéré son soutien au gouvernement congolais dans le processus de maintien de la paix dans le territoire de Kalehe (Sud-Kivu). Le chargé de la sensibilisation communautaire au sein de la mission onusienne au Sud Kivu, Alain Likota, a exprimé cet engagement, jeudi 21 mai, au cours d'une séance d'échange à Minova.

Kinshasa accueille la 1ère édition de l'exposition «Mujeres Del Congo» en juin. La ville de Kinshasa accueille du 12 au 18 juin 2015 la première édition de l'exposition dénommée: Mujeres Del Congo, (traduisez en français: les femmes de la RDC). A l'initiative du gouvernement espagnol, cette exposition présentera plusieurs photos sur la situation des femmes en RDC et plus particulièrement sur celle des femmes victimes de violences sexuelles dans l'Est du pays. Cette exposition qui bénéficiera de l'appui de l'Institut français, de l'Union européenne et des Nations unies s'ouvrira à Kinshasa avant de se poursuivre à Goma, Bukavu et s'achèvera dans certaines villes européennes dont Madrid (Espagne). (Radio Okapi)

Dimanche 24 mai.

RDC : les Fac boycottent les élections provinciales. A un jour de la clôture de dépôt des candidatures aux provinciales, la plate-forme de l'opposition « Forces acquises au changement (Fac) » maintient son refus de s'engager à cette opération électorale. Le coordonnateur de cette structure, Martin Fayulu Madidi, a livré cette position, samedi 23 mai, au cours d'une conférence de presse à Kinshasa. Il a indiqué que les Fac ne déposeront pas leurs candidatures à ces scrutins tant que la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) n'aura pas répondu pas aux revendications de l'opposition notamment l'intégration de nouveaux majeurs au fichier électoral ou encore la modification du calendrier électoral avec l'élimination des élections locales pour donner priorité aux présidentielle et législatives.

Katanga : les FARDC acceptent de collaborer avec la Monusco. La deuxième zone de défense des Forces armées de la RDC regroupant les provinces du Katanga et les deux Kasaï se dit prête à collaborer avec la Monusco pour le retour de la paix à Mitwaba au Katanga. Le général major Jean Claude Kifwa, l'a affirmé vendredi 22 mai à Radio Okapi. Il réagissait à l'annonce faite la veille par le chef de la Mission onusienne en RDC, Martin Kobler qui a promis d'envoyer les Casques bleus au chef-lieu du territoire de Mitwaba.

Provinciales : les candidats se bousculent aux bureaux de la Ceni à Mbuji-Mayi. Les bureaux de réception et de traitement de candidature (BRTC) de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) à Mbuji-Mayi au Kasaï-Oriental sont pris d'assaut, dimanche 24 mai, par les potentiels candidats et leurs partis politiques. Des cortèges de véhicules et de motos accompagnent les candidats aux provinciales, dont l'opération de dépôt prend fin le 25 mai.

Nord-Kivu : plus de 1400 cas de paludisme à Lubero, 20 morts. Plus de mille quatre cents cas de paludisme ont été détectés depuis janvier 2015 dans l'aire de santé de Katolo, dans le territoire de Lubero (Nord-Kivu). Une vingtaine de personnes en sont décédées. Les membres du gouvernement provincial, réunis vendredi 22 mai à Goma en conseil ordinaire, parlent de la flambée de cas de paludisme dans ce coin de la province qu'il faut maîtriser.

Goma: engouement à la veille de la clôture du dépôt des candidatures aux provinciales. Un engouement des candidats est observé dimanche 24 mai dans toutes les antennes de la ville de Goma au Nord-Kivu. Accompagnés de leurs militants avec des fanfares, tambours, chansons et cris de joie, ces postulants viennent déposer leurs dossiers pour les élections provinciales, dont l'opération de réception se clôture lundi 25 mai.

Province Orientale : des hommes armés tuent 3 personnes à Djugu. Des hommes armés ont tué par balles, dimanche 24 mai, trois personnes vers Fataki à 110 kilomètres au Nord de Bunia en territoire de Djugu (Province Orientale). La société civile indique que parmi les victimes, il y a deux femmes commerçantes.

Lundi 25 mai.

Elections provinciales : fin imminente de dépôt des candidatures. L'opération de dépôt des candidatures aux élections provinciales s'achève ce lundi 25 mai 2015 à minuit. Une effervescence particulière a été observée dimanche dans plusieurs villes où les membres des partis politiques et les indépendants se bouscuaient pour faire acte de candidature. Radio Okapi a visité quelques bureaux de réception et de traitement des candidatures.

Katanga: 300 militaires déployés à Nyunzu pour lutter contre l'insécurité. Le gouvernement congolais a déployé, samedi 23 mai, trois cents éléments de la force spéciale des Forces armées de la RDC (FARDC) dans le territoire de Nyunzu, situé à 190 km à l'Ouest de Kalemie (Katanga) où des conflits intercommunautaires opposent les pygmées aux bantous.

Tueries de Beni: les évêques du Kivu dénoncent le silence des autorités. Les évêques du Maniema, Nord et Sud-Kivu dénoncent le silence des autorités de la RDC et de la communauté internationale face à la montée de l'insécurité dans le territoire de Beni, à plus de 350 km au Nord de Goma (Nord-Kivu). Ces prélats catholiques ont exprimé leur indignation dans une déclaration rendue publique, samedi 23 mai, au terme de leur conclave d'une semaine à Butembo (Nord-Kivu). Environ 300 personnes ont été tuées, depuis octobre 2014, par des présumés rebelles ougandais des ADF dans le territoire du Nord-Kivu. Les évêques de six diocèses de la province ecclésiastique du Kivu ont haussé le ton samedi dernier. Dans une lettre publiée le même jour, ils ont demandé au chef de l'Etat de pacifier tout le pays notamment l'Est du Congo pour faciliter la tenue des élections apaisées. Ils ont également dénoncé ce qu'ils qualifient de «l'affairisme» des autorités politiques et militaires et regrettent que la sécurité, la paix et l'intégrité territoriale ne soient pas inscrites parmi leurs priorités. Dans leur déclaration, les évêques qualifient les massacres de Beni de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre.

L'opposition politique avait organisé, mercredi 20 mai, une journée de deuil à Goma, chef-lieu du Nord-Kivu, en mémoire des civils tués depuis octobre dernier dans le territoire de Beni. Elle avait dressé une chapelle ardente au centre-ville de Goma, où les habitants se sont recueillis toute la journée. (Radio Okapi)

Lubumbashi: réouverture du bureau d'enregistrement des réfugiés rwandais. Le gouvernement congolais a rouvert lundi 25 mai le bureau d'enregistrement biométrique des réfugiés rwandais, à Lubumbashi, chef-lieu du Katanga. Clôturée depuis le 16 avril dernier, l'opération d'enregistrement biométrique de ces réfugiés a été relancée avec l'appui du HCR et vise 400 réfugiés rwandais vivant sur le sol congolais.

Provinciales: Robert Kidiaba et Pamphile Mihayo candidats à Lubumbashi. Sociétaires du TP. Mazembe, les joueurs Robert Kidiaba Muteba et Pamphile Mihayo Kazembe ont déposé, lundi 25 mai, leurs candidatures aux élections provinciales, à Lubumbashi (Katanga). Ces deux joueurs ont postulé sur la liste du Parti national pour la démocratie et le développement (PND), jeune formation politique membre de la Majorité présidentielle (MP).

RDC: la CDC appelle la Ceni à se mobiliser plus pour la présidentielle et les législatives. La Convention des démocrates chrétiens (CDC) invite la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) et le gouvernement à se mobiliser plus pour la présidentielle et les législatives, prévues en novembre 2016. Le président de cette plate-forme politique, Florentin Mokonda Bonza, a lancé cet appel, dimanche 24 mai, au cours d'une matinée politique de son parti, à Kinshasa.

Provinciales : la Ceni débordée à la suite de l'engouement des candidats au dernier jour. L'opération de dépôt des candidatures aux provinciales prend fin lundi 25 mai sur toute l'étendue de la République démocratique du Congo. Un engouement des postulants venus déposer leurs dossiers est constaté au dernier jour dans les bureaux de traitement et de réception des candidatures (BRTC) de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Les agents se disent débordés de cette situation.

Provinciales: la Ceni prolonge le dépôt des candidatures jusqu'au 30 mai. La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a prolongé l'opération de dépôt des candidatures jusqu'au samedi 30 mai sur toute l'étendue du territoire. La décision a été prise par le bureau de cette institution au cours de sa plénière extraordinaire organisée lundi 25 mai à Kinshasa. Sur environ huit mille formulaires retirés, deux mille seulement ont été réceptionnés dans les Bureaux de réception et de traitement des candidatures (BRTC), soit un taux de 25% de remise de dossiers.

Nord-Kivu : vive tension dans le site de transit des FDLR à Kanyabayonga. Une vive tension a été constatée lundi 25 mai dans le camp de transit des rebelles rwandais des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) à Kanyabayonga au Nord-Kivu. Selon des sources locales, l'agitation est partie de l'incompréhension entre la délégation du programme de démobilisation DDR3 des FARDC venue de Goma et les ex-combattants rwandais. La délégation aurait voulu amener avec elle deux ex-officiers FDLR, pour des raisons que notre source n'a pas révélées. Ce qui a fait soulever d'autres combattants qui attendent leur démobilisation. Ces derniers se seraient attaqués aux quatre membres de la délégation blessant ainsi leur chef à coup de couteau. Il s'agit d'un officier des FARDC. À en croire la même source, les FARDC ont dû tirer plusieurs coups de feu, blessant grièvement 3 ex-combattants. Une des victimes serait dans un état critique. Cette situation a créé la panique. Le camp a été vidé. Une cinquantaine de combattants ont trouvé protection à la base de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en RDC (Monusco), alors que d'autres se sont volatilisés dans la nature. (Radio Okapi)

Sud-Kivu : le site des réfugiés burundais à Lusenda manque d'eau potable. Une délégation du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) séjourne depuis lundi 25 mai à Lusenda, dans le secteur de Tanganyika, en territoire de Fizi (Sud-Kivu). L'objectif est de s'enquérir des conditions humanitaires dans lesquelles vivent les réfugiés burundais qui ont fui les violences dans leur pays afin de trouver asile en RDC. Pour l'instant, le centre qui héberge ces personnes n'est pas approvisionné en eau potable.

Mardi 26 mai.

Ituri : les miliciens de la FRPI refusent de rendre les armes. Plus de quatre cents miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) cantonnés depuis samedi dernier à Aveba, une localité située à plus de 70 km au Sud de Bunia (Province Orientale) ont refusé de rendre leurs armes aux Forces armées de la RDC. Ils ont estimé, lundi 25 mai, que les propositions de l'armée congolaise sont « insuffisantes ».

RDC: des députés demandent à Obama de nommer son envoyé spécial dans les Grands Lacs. Dix députés, toutes tendances confondues, réclament la désignation d'un nouvel envoyé spécial du président américain dans la région des Grands Lacs dans le meilleur délai. Dans une lettre ouverte adressée au président américain et rendue publique lors d'un point de presse lundi 25 mai à Kinshasa, ces élus ont déploré l'insécurité grandissante dans la région. En RDC, les villes les plus touchées par l'insécurité restent Rutshuru, Beni, Walikale, Masisi et Lubero, affirment les dix députés. Ainsi pour mettre fin aux massacres qui, selon eux, portent des germes de terrorisme, il faut une implication particulière du président Barack Obama. « Nous pensons que s'il y a un nouvel envoyé spécial, la contribution américaine peut-être bonne pour que nous allions vers la paix », a estimé l'un des signataires, Juvénal Munubo. (Radio Okapi)

Nord-Kivu: l'hôpital général d'Oïcha en difficultés de fonctionnement. L'hôpital général de référence d'Oïcha qui prend en charge les rescapés des massacres de Beni, les déplacés et les populations autochtones, fait face à d'énormes difficultés de fonctionnement. Cette structure, qui n'arrive pas à recouvrer ses factures de soins, est confrontée au manque d'appui suffisant en médicaments et autres équipements médicaux. Le médecin directeur de cet hôpital lance un cri d'alarme.

Katanga: les FARDC accusées de tracasser la population à Mitwaba. La société civile de de Mitwaba a accusé lundi 25 mai les militaires du 211ème bataillon unité de réaction rapide de tracasser la population civile dans cette partie du Katanga. Ce que le commandant de cette unité, colonel Umba Ndolo, nie. Il parle des cas isolés. Pour les membres de la société civile de Mitwaba, un calme apparent mais rassurant s'observe chez les militaires deux semaines après qu'ils ont revendiqué leurs soldes en tirant des coups de feu dans la cité de Mitwaba.

RDC: campagne de démantèlement des réseaux maffieux dans le circuit de la paie. Le ministre d'Etat en charge du Budget, Michel Bongongo a lancé, samedi 23 mai, la campagne de démantèlement des éventuels réseaux mafieux qui détournent mensuellement des sommes d'argent lors de la paie des fonctionnaires de l'Etat. Il a lancé cette campagne une semaine après avoir démantelé un réseau qui soutirait du trésor public plus de 170 millions de franc congolais (184 292.37 dollars américains) pendant la paie des agents du secteur de la santé.

Ituri: 4 morts après une attaque armée dans une carrière minière. Quatre personnes, dont trois policiers, ont été tuées lors d'une attaque attribuée aux miliciens Maï Maï Werrason. L'attaque a été perpétrée dans la nuit de dimanche à lundi 25 mai dans la chefferie de Babila Babombi (territoire de Mambasa), à près de 200 kilomètres au Sud-Ouest de Bunia (province Orientale).

RDC : les élections doivent être une urgence, selon Vital Kamerhe. L'organisation des élections doit être une urgence pour changer le système et permettre au peuple d'être bien dirigé, a affirmé mardi 26 mai Vital Kamerhe. Pour lui, il n'est pas question de dialogue à présent. En séjour à Goma au Nord-Kivu, le président de l'Union pour la nation congolaise (UNC), a indiqué qu'il est venu compatir avec les populations victimes d'insécurité.

RDC: 7 nouveaux établissements universitaires autorisés à organiser le troisième cycle. Les différents conseils d'administration des universités de la RDC ont autorisé, lundi 25 mai, à sept nouveaux établissements universitaires à organiser les enseignements de troisième cycle. Il s'agit de : L'Université pédagogique nationale (UPN) ; L'Institut supérieur de commerce de Kinshasa (ISC) ; Université protestante au Congo (UPC) ; Institut facultaire des sciences de l'Information et de la communication (Ifasic) ; Université catholique de Bukavu (UCB) ; Université catholique du Congo (UCC). Ces sept universités et instituts supérieurs s'ajoutent à l'Unikin, Unikis et Unilu, où s'organisent déjà les enseignements de 3^e cycle. (Radio Okapi)

Equateur : 188 candidatures déposées pour 22 sièges aux provinciales. Cent quatre-vingt-huit candidatures ont été déposées lundi 25 mai sur les vingt-deux sièges à pourvoir dans la future province de l'Equateur qui sera issue du découpage territorial. Le secrétaire exécutif provincial de la Commission électorale nationale indépendante (ceni), Achille Bolekela, a livré ce chiffre, peu avant la fin de la deuxième échéance de la clôture de l'opération de dépôt des candidatures.

Kasaï-Oriental : la Monusco appelée à s'impliquer pour la libération de Bruno Kabangu. Des femmes de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) du Kasaï-Oriental sollicitent l'implication de la Mission onusienne en RDC dans la libération de Bruno Kabangu. Elles ont rencontré lundi 25 mai les responsables de la Monusco pour faire leur plaidoyer en faveur du secrétaire fédéral du parti d'Etienne Tshisekedi détenu en prison depuis plus d'une année à Mbuji-Mayi et dont sa santé se serait dégradée.

RDC : Néhémie Mwilanya nommé directeur de cabinet du chef de l'État. Néhémie Mwilanya Wilondja est nommé, mardi 26 mai par ordonnance présidentielle, directeur de cabinet du Président de la République. Ancien conseiller juridique de Joseph Kabila, il remplace à ce poste Gustave Beya Siku. Il sera secondé de deux adjoints. Mme Célestine Hortense Mukalayi Kionde s'occupera des questions économiques, alors que Jean-Pierre Kambila Kankwende sera chargé des questions politiques.

Mercredi 27 mai.

RDC: le prix Christophe Mérieux décerné au Dr Muyembe pour ses recherches sur Ebola. La Fondation Christophe et Rodolphe Mérieux a attribué mardi 26 mai en France, le Prix Christophe Mérieux 2015 au médecin congolais Jean-Jacques Muyembe de l'Institut national des recherches biomédicales (INRB). Il a reçu sa récompense, qui représente 500 000 euros pour encourager ses travaux de recherche sur la maladie infectieuse d'Ebola dans le bassin du Congo.

Sud-Kivu: la société civile appelle à la suspension de l'exploitation minière à Ulindi. La société civile du Sud-Kivu appelle à la suspension de l'exploitation minière artisanale et semi-industrielle le long de la rivière Ulindi, en territoire de Shabunda. Cette structure lance cet appel, deux mois, après que le Premier ministre a adressé une lettre au ministre des Mines, lui demandant de suspendre sans délai des activités minières dans cette partie du Sud-Kivu. Selon la société civile, l'exploitation minière le long de la rivière Ulindi alimente les groupes armés locaux opérant dans la région notamment les Raïas Mutomboki qui par la suite commettent de diverses exactions contre les civils. Le président provincial de la société civile du Sud-Kivu, Descartes Mponge, s'insurge contre le fait que le gouvernement provincial est en train de censurer la décision du Premier ministre:

«Nous dénonçons le fait que depuis le mois de mars, le Premier ministre a donné cette instruction, d'appliquer cette mesure sans délais, mais aujourd'hui, nous sommes fin mai, mais le gouvernement provincial est en train de vouloir censurer la décision du Premier ministre». Il est persuadé qu'il n'y aura pas de retour de paix dans le territoire de Shabunda avec la poursuite de l'exploitation minière sur la rivière Ulindi qui, selon lui, ne profite pas aux communautés locales mais plutôt à certains individus. De son côté, le ministre provincial des Mines du Sud-Kivu affirme être préoccupé par cette question. (Radio Okapi)

Ituri: installation d'une commission pour favoriser la reddition des FRPI. Le ministre de la Défense nationale, Aimé Ngoy Mukena, a installé mardi 26 mai une commission pour sensibiliser les miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI). Composée des délégués des forces vives locales, cette structure va tenter de persuader les miliciens encore réticents à déposer les armes.

RDC: Greenpeace accuse Cotrefor d'exploitation illégale du bois. Greenpeace dénonce l'exploitation forestière «illégale et destructive» de la société libanaise Cotrefor en RDC. Selon ONG britannique, cette exploitation menace certaines espèces comme les Bonobos et l'Afromosia. Dans un rapport intitulé «exporter le chaos» publié mardi 26 mai à Kinshasa, Greenpeace s'attaque aussi aux importateurs de l'Union européenne, de la Chine et des Etats-Unis, qui achètent du bois exploité par Cotrefor sans être sûr de sa légalité. Des violations des réglementations de l'exploitation forestière et des droits des communautés locales ainsi que des coupes d'arbre des espèces menacées sans autorisation valable; telles sont quelques-unes des facettes du chaos semé par l'une des principales sociétés d'exploitation forestière industrielle en RDC, selon un nouveau rapport de Greenpeace Afrique. Raoul Monsembula, coordonnateur national de Greenpeace en RDC, appelle les autorités congolaises à sévir: En réaction, le président des industriels du bois en RDC, Gabriel Mola, juge le rapport de Greenpeace Afrique «complaisant et injurieux» envers les services de la RDC, censés faire respecter la loi forestière. «Aujourd'hui, Cotrefor est la première société qui a déjà terminé le plan d'aménagement pour ses deux concessions dans le territoire de Befale [Equateur] et aussi dans la Province Orientale», a soutenu Gabriel Mola. Pour lui, Cotrefor est une société régulière et son plan d'aménagement qui est en cours de validation au ministère d'Environnement, est un outil de gestion qui garantit la durabilité dans le domaine de l'exploitation forestière. (Radio Okapi)

Les performances économiques de la RDC profitent à la population, selon Matata Ponyo. Le Premier ministre de la RDC, Augustin Matata Ponyo, a salué l'impact des performances économiques sur la population congolaise. Il l'a affirmé mercredi 27 mai lors des assemblées annuelles de la Banque africaine de développement (BAD) qui se tiennent à Abidjan en Côte d'Ivoire du 25 au 29 du mois en cours. Pour Matata Ponyo, cette la croissance dont on parle en RDC « est effectivement inclusive ». Dans la liste d'impacts visibles, Matata Ponyo, a notamment évoqué la baisse du taux de chômage, de la mortalité infantile et l'amélioration du taux d'indice de développement humain. « Lorsque le taux de chômage baisse. Il passe de 60 à 40 %, qu'est-ce que cela veut dire ? Ça veut dire qu'il y a une bonne partie de la population active qui a trouvé de l'emploi », a-t-il soutenu.

Il a noté que les Nations unies ont confirmé que l'indice de pauvreté a chuté de 10 points en RDC. « Lorsque les indices du développement humain produits par les Nations unies disent que le taux de mortalité infantile a sensiblement diminué dans notre pays, que le nombre d'enfants qui vont à l'école, qui ne l'étaient pas avant, dépasse les 3 millions d'enfants, tout ceci c'est sur la population », a argué Matata Ponyo. Il a ajouté que le Gouvernement de la RDC s'est également lancé dans un programme ambitieux de construction de mille écoles par an, de mille centres de santé par an, de trois cents hôpitaux. La 50e édition des Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement (BAD) et les 41e Assemblées de son Guichet concessionnel, le Fonds africain de développement (FAD), se déroulent sous le thème « L'Afrique et le nouveau paysage mondial ». (Radio Okapi)

Sud-Kivu: plus de 1 100 réfugiés burundais enregistrés à Uvira. Le HCR a enregistré, du lundi 25 au mercredi 27 mai, environ 1 100 réfugiés burundais, logés au site de Rubenga, en territoire d'Uvira (Sud-Kivu). Les réfugiés ont fui, fin avril dernier, les tensions préélectorales dans leur pays, où le président Nkuruziza avait annoncé sa candidature pour briguer un troisième mandat à la présidentielle.

RDC : Sit-in des agents de la Monusco pour réclamer le paiement de leurs indemnités. Le personnel national de la Monusco a organisé un sit-in mercredi 27 mai dans les différents quartiers généraux de la Mission onusienne en RDC. Cette activité va se dérouler pendant trois jours dans toutes les provinces. Dans un mémorandum destiné au représentant spécial de l'Onu, Martin Kobler, ces fonctionnaires locaux dénoncent le non-respect de la procédure de fin de contrat des employés et le réclament le paiement légal des indemnités de sortie. Dans leur mémorandum, ont par ailleurs accusé l'organisation de vouloir faire coïncider l'abolition des postes avec la fin de contrat actuel pour ne pas octroyer des indemnités de sortie.

Shabunda : journée « ville morte » pour protester contre l'insécurité à Bamuguba. La société civile a organisé mercredi 27 mai une journée « ville morte » dans la ville de Shabunda, à 350 Km au sud-ouest de Bukavu (Sud-Kivu) pour protester contre l'insécurité dans le groupement de Bamuguba-Nord. Les organisateurs ont indiqué qu'à travers cette activité, ils compatissent aussi aux atrocités dont sont victimes ses habitants suite aux affrontements entre Raïa Mutomboki et les FARDC depuis deux semaines.

Jeudi 28 mai.

Nord-Kivu: Vital Kamerhe qualifie la situation sécuritaire de drame humanitaire. «La situation sécuritaire dans la région de Beni et tout le Nord Kivu est un drame humanitaire et doit attirer l'attention du

gouvernement congolais et de la communauté internationale», a déclaré Vital Kamerhe, mercredi 27 mai à Goma. Il a estimé que les tueries des populations à Beni dépassent le terrorisme qui sévit au Nigeria, au Niger, au Cameroun et ailleurs et doit mobiliser le monde entier. Près de 300 personnes ont été massacrées à Beni depuis octobre 2014, le plus souvent à l'arme blanche. Les habitants de plusieurs localités de ce territoire ont manifesté dans la rue pour demander plus d'engagement des autorités contre les criminels, régulièrement présentés comme étant les rebelles ougandais des ADF. Le président de l'Union pour la nation congolaise (UNC) a, à cet effet, proposé trois pistes de solution pour mettre fin à cette insécurité. Il a évoqué la planification des opérations conjointes entre les FARDC et la Monusco pour traquer les ADF, l'implication des pays voisins et celle des communautés locales. «Le gouvernement congolais doit s'engager dans une véritable traque des ADF et tous les groupes armés et donc nous pensons en ce qui nous concerne qu'il faut un plan opérationnel bien conçu, concerté entre les FARDC motivées et la Monusco », a suggéré Vital Kamerhe. Sur le plan régional, le président de l'UNC a appelé tout le monde à « parler le même langage ». « Nous devons avoir des intérêts communs, une vision commune de ce que nous voulons faire de la région de Grands lacs. Nous devons faire en sorte que la paix au Rwanda, au Congo, au Burundi soit l'affaire de tout le monde », a-t-il ajouté. Vital Kamerhe dit avoir l'impression qu'il y a ceux qui pensent qu'on peut exporter l'insécurité chez les autres et vivre en paix. «Non, c'est éphémère ces genre des solutions. Nous sommes pour une solution durable dans la région des Grands Lacs», a martelé Vital Kamerhe. (Radio Okapi)

Equateur: tensions communautaires dans le secteur de Bosomelo. La situation sécuritaire reste précaire dans le groupement Bogbonga, secteur de Bosomelo, territoire de Bongandanga, dans la Mongala, où deux clans se disputent les droits de pêche sur la rivière Momboto. Il y a dix jours, le chef de groupement de Bogbonga a été poignardé dans une altercation liée à ce conflit et une cinquantaine d'habitations incendiées. Maintenant, c'est l'arrestation samedi 24 mai de ses fils par la police territoriale de Makanza qui fait remonter la tension.

Sud-Kivu: une centaine de dépendants FDLR vivent difficilement à Kilembwe. Environ une centaine de dépendants des combattants FDLR vivent, depuis deux semaines, dans des conditions précaires dans la localité de Kilembwe, en territoire de Fizi (Sud-Kivu). Selon la société civile locale, quatre de ces dépendants sont déjà décédés à cause des mauvaises conditions dans lesquelles ils vivent après avoir quitté la forêt de Lulenge. Les femmes et les enfants sont les plus touchés par cette situation, affirme Joseph Kiamba, président de la société civile de Fizi.

Katanga: SOS sur l'exploitation sexuelle des filles mineures à Fungurume. L'exploitation sexuelle et la prostitution des mineures prennent de l'ampleur inquiétante à Fungurume, une cité située à plus de 200 kilomètres au nord de Lubumbashi. Cette situation préoccupe aussi bien la société civile que les services étatiques qui s'occupent de la protection de l'enfant. A l'issue d'un atelier organisé par la Ligue nationale paysanne pour les droits de l'homme (Linapedho), mardi 27 mai, les participants ont appelé à éradiquer cette pratique.

Provinciales: le MSR aligne des candidats dans 98% des circonscriptions. Le Mouvement social pour le renouveau (MSR) se réjouit d'avoir présenté des candidats aux élections provinciales dans presque toutes les circonscriptions de la RDC. Sur les 189 circonscriptions que comptent le pays pour 711 sièges des députés provinciaux, ce parti de la majorité présidentielle déclare être partant dans 185 circonscriptions, avec 704 candidats députés provinciaux alignés. Le porte-parole du MSR l'a annoncé mercredi 28 mai à lors d'un point de presse à Kinshasa.

RDC: Salomon Banamuhere annonce les institutions de nouvelles provinces pour juin. Le ministre d'Etat en charge de la Décentralisation et Affaires coutumières, Salomon Banamuhere annonce la mise en place, en juin prochain, des Assemblées et gouvernements de nouvelles provinces de la RDC. La loi sur le découpage territorial, adopté en janvier dernier, va faire éclater les 11 provinces actuelles de la RDC en 26.

Province Orientale: la localité de Yangili se vide à la suite des exactions de la LRA. Des habitants de la localité de Yangili ont abandonné, depuis mardi 26 mai, leurs maisons pour fuir les exactions des rebelles ougandais de la LRA, en territoire de Bondo, situé à plus de 500 km au Nord de Kisangani (Province Orientale). Ces déplacements se sont accentués mercredi à la suite d'une folle rumeur, faisant état de l'arrivée prochaine des rebelles LRA dans ces milieux où l'on dénombre des carrières d'or.

Bukavu: un policier tue un jeune pour un sachet de fretins à Kadutu. Un policier a tué, mercredi 26 mai, un jeune garçon de 16 ans, au quartier Bugabo dans la commune de Kadutu, à Bukavu (Sud-Kivu). L'homme en uniforme a tiré à bout portant sur sa victime après avoir tenté de lui extorquer un sachet de fretins, poissons communément appelés "Sambaza".

Sud-Kivu : Vital Kamerhe appelle la population à participer massivement aux élections. Le président de l'Union pour la nation congolaise (UNC), Vital Kamerhe, a invité toute la population du Sud-Kivu à

participer massivement aux prochaines élections. Il a fait cette déclaration, jeudi 28 mai à son arrivée à Bukavu où il a tenu un meeting. Dans son discours, Vital Kamerhe a aussi expliqué les raisons de son opposition au dialogue proposé par le président de la République, Joseph Kabila. Il a également abordé l'importance de la restauration de l'autorité de l'Etat. Pour Kamerhe la sécurité passe par le renforcement de la police et l'armée. Une ambiance inhabituelle a été observée dans la ville à l'arrivée de Kamerhe. Toutes les rues étaient inondées des motos et des véhicules colorés par les drapeaux de l'UNC. A côté de la foule en liesse pour accueillir Kamerhe, il s'observe également un déploiement impressionnant des policiers sur les artères principales de Bukavu. (Radio Okapi)

Beni : Aimé Ngoy promet de relever les militaires inefficaces sur le terrain. Le ministre de la Défense, Aimé Ngoy, a promis de relever progressivement les militaires dont les actions sont jugées inefficaces à Beni par la population. Le président de la société civile, Gilbert Kambale Kamate, l'a affirmé jeudi 29 mai lors de la rencontre entre sa structure, le ministre et les comités territorial et urbain de sécurité.

Manono : l'administrateur du territoire déplore des combats intercommunautaires. Une série de combats intercommunautaires des peuples autochtones est observée depuis une semaine en territoire de Manono, à 450 km au Sud-ouest de Kalemie (Katanga). Des morts et des blessés sont signalés dans la zone, selon l'administrateur de territoire, François Kazembe, qui se dit préoccupé par la résurgence de ces attaques.

L'opposition républicaine rejette le dialogue prôné par Joseph Kabila. L'Opposition républicaine juge inopportun le dialogue national proposé par le président Joseph Kabila. Cette plateforme de l'opposition, dont le président du Sénat Léon Kengo wa Dondo est l'autorité morale, l'a fait savoir mercredi 28 mai à la presse, après avoir été consultée par l'émissaire du chef de l'Etat. Elle estime que le Gouvernement Matata II doit plutôt appliquer les résolutions des concertations nationales. « Sur 763 recommandations des dites concertations nationales, dont 100 avaient été sélectionnées comme prioritaires, il n'y a que 23 qui ont été exécutées ou en cours d'exécution. Soit 20 à 23% seulement du taux d'exécution », a déploré Léon Mondole, modérateur du conseil national de l'Opposition républicaine. (Radio Okapi)

Vendredi 29 mai.

Ban Ki-moon salue la mémoire des casques bleus morts pour la paix. Dans un message publié à l'occasion de la journée internationale des casques bleus, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon a rendu hommage à « la mémoire de ceux qui ont perdu la vie au service de la paix » et à tous ceux qui poursuivent cette œuvre sur le terrain. Ban Ki-moon a déclaré par ailleurs avoir créé un groupe indépendant de haut niveau chargé d'évaluer la situation actuelle des opérations de maintien de la paix dans le monde.

Province Orientale : la localité d'Aveba se vide de sa population. La localité d'Aveba située à 75 km au Sud de Bunia en territoire d'Irumu se vide de 75% de sa population depuis jeudi 28 mai dans la matinée. Selon la société civile sur place, ces habitants redoutent les affrontements entre les FARDC et les miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) qui sont regroupés depuis une semaine dans cette localité. Des commerçants ont emballé leurs marchandises et fermé leurs boutiques.

Assemblée nationale: l'opposition boycotte toujours les séances plénières. Les groupes parlementaires de l'opposition ont suspendu officiellement leur participation aux travaux de l'Assemblée nationale depuis presque un mois. Ils exigent qu'une option soit levée dans la gestion des motions de défiance ou de censure. Une matière qui, depuis quelques jours, est examinée par une commission spéciale mise sur pied à cet effet. Entre-temps, certains députés de l'opposition continuent de prendre part aux plénières de la chambre basse. Depuis plus d'une semaine, les députés de l'Opposition et de la majorité présidentielle membres de la commission spéciale tentent de trouver un compromis autour de la gestion des motions de défiance. Les opposants ont claqué la porte de l'hémicycle mécontents de voir des motions incidentielles prendre le dessus sur les motions de défiance évitant ainsi aux membres du gouvernement visés d'être soumis au vote de l'assemblée. A ce stade, les députés de l'opposition, qui ont pris part à la seule et première réunion tenue dans le cadre de cette commission insistent sur la gestion de la motion de défiance conformément à la loi. Leur souhait, a confié le député Fabien Mutomb, est de voir le bureau de l'Assemblée nationale laisser courir la motion de défiance jusque dans l'urne pour le vote. Ils attendent de découvrir la position de la Majorité présidentielle à ce sujet, en vue d'un consensus. Ce n'est qu'après que la commission présentera son rapport au bureau et à la plénière. Une motion de défiance est votée, lorsque l'Assemblée nationale met en cause la responsabilité d'un membre du gouvernement. Et celle du gouvernement est mise sanctionnée par le vote d'une motion de censure. (Radio Okapi)

Kinshasa: l'emplacement du marché Type K près de l'aérodrome de Ndolo inquiète la RVA. L'ancien marché "Type K" situé au prolongement de la piste de l'aérodrome de Ndolo à Kinshasa a repris du service. Le site est officiellement fermé depuis 1996 après un crash d'avion qui avait fait une centaine de morts parmi les vendeurs et les acheteurs de ce marché. Les autorités de la Régie des voies aériennes (RVA) tirent la

sonnette d'alarme sur le danger que courent les commerçants et les particuliers qui construisent des maisons le long du site de ce marché.

Nord-Kivu: le territoire de Walikale doté de motos et fournitures de bureau. La Monusco a remis, vendredi 29 mai, un lot de motos et kits complets d'ordinateurs avec imprimantes, scanners, photocopieuses ainsi que des armoires au bureau de l'Eta-civil du territoire de Walikale (Nord-Kivu). Estimé à plus de 90 000 dollars américains, ce don a été remis à travers l'ONG locale «Un jour nouveau» dans le cadre de projet à impact rapide dénommé «Quips».

Martin Kobler réitère l'engagement de la Monusco pour la stabilisation de la RDC. «La Monusco quittera la RDC. Mais nous ne voulons pas quitter le pays en laissant derrière nous des situations non stabilisées», a assuré le chef de la Monusco, Martin Kobler, à Kinshasa à l'occasion de la journée internationale des casques bleus, célébrée le 29 mai de chaque année.

Début de la campagne de prélèvement des données sur le fleuve Congo. Le bureau d'ingénieur conseil canadien Cima international a lancé, vendredi 29 mai, à partir du Pool Malebo, à Brazzaville (Congo), la campagne de prélèvement des données hydrologiques sur le fleuve Congo, la rivière Ubangi et la rivière Sanga. A l'initiative de la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC), cette campagne de trois mois entend mettre en place un projet qui permettra de mieux connaître l'Etat du fleuve pour y améliorer la navigation.

RDC: le taux de mortalité infantile a baissé de 35% en 7 ans. Le taux de la mortalité infantile en RDC est passé de 158 pour mille naissances en 2007 à 104 pour mille naissances en 2014, soit une baisse de 35%. L'Unicef a livré ces statistiques dans son communiqué, publié vendredi 29 mai, à Kinshasa. Cette agence du système de l'Onu attribue ce progrès à la mise en œuvre du Cadre d'accélération des objectifs du millénaire pour le développement (CAO).

Samedi 30 mai.

RDC: le MLC, l'UNC, le CDR et les Fac réaffirment leur refus du dialogue. Des partis de l'opposition réaffirment leur refus de participer au dialogue politique préconisé par le chef de l'Etat Joseph Kabila. Le MLC, l'UNC, le CDR et les Fac ont livré leur position dans une déclaration rendue vendredi 29 mai devant des journalistes à Kinshasa.

Ituri: début des consultations pour le désarmement des miliciens de la FRPI. Des consultations communautaires pour la recherche de la paix durable à Getty au sud de Bunia dans la collectivité de walendu Bindi ont démarré vendredi 29 mai. Ces consultations sont effectuées par une commission créée par le ministre de la défense, Aimé Ngoy Mukena, dans le but de sensibiliser les miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) à déposer les armes. Ce samedi cette commission doit rencontrer les miliciens à Aveba toujours dans le territoire d'Irumu, où ils sont regroupés depuis une semaine. Cette commission est composée de vingt-cinq personnes, notamment les membres de l'Union des associations culturelles et du développement de l'Ituri (Unadi), les députés provinciaux, les représentants des confessions religieuses et le chef de Division unique de l'Ituri. Un seul point est au centre de ces consultations : la recherche des voies et moyens pour retrouver une paix durable dans la région. Didi Angaika, président de l'Unadi et membre de cette commission, indique que l'objectif est d'amener tout le monde à s'impliquer pour convaincre les miliciens de la FRPI à déposer les armes. Selon lui, il s'agit de la dernière chance à saisir pour la restauration de la paix dans cette région déchirée par les exactions des hommes armés depuis plusieurs années. (Radio Okapi)

La RDC va autoriser le départ de 32 enfants adoptés par des couples étrangers. La République démocratique du Congo est prête à autoriser le départ dès la semaine prochaine de 32 enfants congolais adoptés que des couples étrangers n'avaient pas pu récupérer suite à un gel des sorties décidées en 2013, a-t-on appris vendredi de source officielle. Plusieurs dossiers ont été examinés par la commission chargée d'étudier les dossiers déposés par les familles bénéficiaires de jugement d'adoption valablement rendu (...) et 32 ont reçu un avis favorable dans un premier temps, a déclaré vendredi à l'AFP un responsable du service de communication du ministère congolais de l'Intérieur. (Romandie)

La CPI annule la liberté provisoire accordée à Fidèle Babala et Cie. La Chambre d'appel de la Cour pénale internationale (CPI) a annulé vendredi 29 mai et renvoyé devant la Chambre de première instance VII la décision du 23 octobre 2014 par laquelle la Chambre préliminaire II avait ordonné la mise en liberté provisoire de quatre suspects dans l'affaire Bemba et alliés. La Chambre d'appel a expliqué par ailleurs que la Chambre préliminaire II avait mal interprété et appliqué l'article 60-4 du Statut qui oblige cette Chambre à s'assurer que la détention avant le procès ne se prolonge pas de manière excessive «à cause d'un retard injustifiable imputable au Procureur.» La liberté provisoire annulée avait été accordée à cinq prévenus : Jean-

Pierre Bemba Gombo, son ancien conseil principal Aimé Kilolo Musamba, Jean-Jacques Mangenda Kabongo (ancien membre de l'équipe de la défense de M. Bemba, chargé de la gestion des dossiers de l'affaire), Fidèle Babala Wandu (député congolais et secrétaire général adjoint du Mouvement de libération du Congo), et Narcisse Arido (témoin cité à comparaître par la défense). Ils sont suspectés de subornation des témoins dans le contexte de l'affaire Le Procureur c. Jean-Pierre Bemba Gombo. Le porte-parole de la CPI, Paul Madidi, rappelle que, lors que cette liberté provisoire avait été décidée, le procureur de la CPI avait interjeté appel contre cette décision. «Aujourd'hui donc, la chambre d'appel vient d'annuler cette décision de mise en liberté provisoire de Monsieur Bemba et de quatre autres [...] Et la chambre d'appel remet donc cette responsabilité à la chambre de première chargé de s'occuper du procès dans le cadre de l'affaire de subornation des témoins. Ce procès doit commencer le 29 septembre», a poursuivi Paul Madidi. (Radio Okapi)

Dimanche 31 mai.

RDC : Joseph Kabila entame des consultations politiques avec des forces vives. Le Président de la République, Joseph Kabila, devrait entamer samedi 30 mai, des consultations politiques avec des forces vives de la RDC. Ces rencontres devraient se tenir au Palais de la nation à Kinshasa. Pour le premier jour, le chef de l'Etat devrait recevoir les confessions religieuses et les chefs coutumiers.

Sud-Kivu : 248 listes de candidatures réceptionnées. Deux cent quarante-huit listes de candidatures ont été réceptionnées jusque vendredi 29 mai aux bureaux de réception et de traitement (BRTC) au Sud-Kivu. Le responsable de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), Eugène Birhenjira, a indiqué que parmi les dossiers, il y a onze indépendants, deux cent trente-six pour les partis politiques et un par un regroupement politique dénommé URP.

Transco se porte bien deux ans après, juge son patron Michel Kirumba. La société Transports au Congo (Transco) se porte bien deux ans après sa création. Le Directeur général de cette entreprise, Michel Kirumba, l'a affirmé samedi 30 mai à Kinshasa, lors de la présentation du rapport de bilan annuel 2014. Il a affirmé que le bilan de ses activités est positif, en dépit de certaines difficultés rencontrées notamment l'absence des pièces de rechange. Celles-ci ont connu un retard d'embarquement mais sont actuellement arrivées.

Province Orientale : interdiction de consommer et commercialiser le poisson avarié. Le ministre de l'Agriculture, Pêche et Elevage de la Province Orientale, Milton Lonu Lonema, interdit la consommation et la commercialisation des poissons dans les zones comprises entre les points kilométriques 27 et 67 sur la route de l'Ituri. Une maladie non encore identifiée sévit depuis janvier dernier dans cette partie de la province. Dans sa mesure conservatoire du vendredi 29 mai, le ministre a indiqué que cette maladie affecte les poissons des ruisseaux, rivières et sources environnantes.

Ituri : 2 morts dans un éboulement d'une mine à Mongwalu. Deux personnes sont mortes, et neuf autres blessées, samedi 30 mai, dans un éboulement de mine d'Atandele, à 87 kilomètres au Nord-Ouest de Bunia (Province Orientale). Selon la société de Mongwalu qui donne l'information, ces orpailleurs cherchaient de l'or dans cette nouvelle mine lorsqu'une grosse pierre est tombée sur elles.

Bukavu: une dizaine de cas de meurtres enregistrés à Kalele. Une dizaine de cas de meurtres ont été enregistrés au mois de mai dans le territoire de Kalele au Nord de Bukavu (Sud-Kivu). L'autorité territoriale qui a livré cette information dimanche 31 mai a indiqué que le dernier cas en date remonte à samedi dernier avec trois personnes tuées dans des circonstances différentes. Parmi ces personnes, on dénombre deux militaires.

RDC : l'interdiction d'adoption des enfants reste de vigueur, précise Albert Paka. Le gouvernement congolais n'a pas encore levé le moratoire sur l'adoption internationale des enfants congolais par les étrangers. Le conseiller juridique au ministère de l'Intérieur, Albert Paka, a fait cette mise au point, samedi 30 mai à Radio Okapi. Il a apporté cette lumière par rapport à l'information livrée par de nombreux médias la semaine dernière, annonçant la levée par la RDC de l'interdiction d'adoption des enfants.

Kinshasa: des espaces verts menacés de disparition. Plusieurs espaces verts et d'intérêts communautaires sont menacés de disparition dans la ville Kinshasa. Radio Okapi a constaté vendredi 29 mai que ces lieux sont soit spoliés, soit déviés de leurs fonctions initiales. Dans la commune de Gombe par exemple, certains espaces ont été déviés de leurs utilités sociales. Il s'agit notamment des athénées de la Gare et de Gombe. Ces deux écoles ont été morcelées et cédées à des tiers pour des usages qui n'ont rien à voir avec l'enseignement. A Ngaliema, particulièrement sur la route Matadi, des espaces entiers le long de la route ont été cédés à l'érection des stations-services. La forêt de Binza Meteo, espace vert de l'agence de métrologie est à ce jour, presque entièrement occupée d'habitations. Dans la commune de Lingwala, la maison communale a été érigée sur un espace réservé autrefois au terrain de football. Il en est de même de

Bandalungwa avec sa pépinière égratignée aujourd'hui par des logements sociaux. L'espace vert dit « Zamba ya ba avocats » ou « La forêt des avocats » a quasiment disparu. (Radio Okapi)